

# 29 SEPTEMBRE : BEAUCOUP DE RAISONS D'ÊTRE EN GRÈVE TOUTES ET TOUS ENSEMBLE SALARIÉ-E-S DU PRIVÉ ET DU SECTEUR PUBLIC

## UN SPECTRE HANTE L'EUROPE : LE SPECTRE DE L'INFLATION ET DE L'AUGMENTATION CROISSANTE DES PRIX

Le gouvernement Macron-Borne, les députés macronistes comme ceux de droite et d'extrême-droite ont refusé de voter l'augmentation du SMIC à l'Assemblée Nationale en juillet. Ils ont préféré laisser aux patrons la liberté d'augmenter et surtout de ne pas augmenter les salaires. Dans la fonction publique, après douze ans de blocage

du point d'indice, Macron a promis + 3,5% d'augmentation des traitements quand l'inflation depuis janvier est déjà à 6% et qu'elle sera peut-être à 10% en décembre. Toutes les organisations syndicales ont jugé négativement ces décisions du Parlement.

En plus d'une décennie, la **perte du pouvoir d'achat** des fonctionnaires est énorme, allant jusqu'à **250 € mensuels** pour les agent-es de catégorie C et jusqu'à **plus de 500 €** pour les catégories A.

## Aujourd'hui SOLIDAIRES, CGT, FSU, UNEF appellent à la **GRÈVE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE JEUDI 29 SEPTEMBRE** et à des manifestations dans tout le pays

La France sort d'une période de pandémie particulièrement difficile pour les populations les plus pauvres. Dans le même temps 50 milliards de dividendes ont été versés aux

actionnaires des entreprises du CAC 40 (Bénéfices des banques françaises en 2021 : 31 milliards d'euros, bénéfices de Total énergie : 15 milliards, bénéfices de LVMH : 12 milliards).

De l'argent il y en a !

## CHÔMEUSES ET CHÔMEURS ENCORE UNE FOIS **MONTRÉ-ES** DU DOIGT COMME RESPONSABLES DE LA CRISE

Pour faire l'aumône aux salarié-e-s, le gouvernement et le MEDEF envisagent de faire une fois de plus les poches de celles et ceux qui sont privés d'emplois. Nous savons tous l'incidence de l'appauvrissement des familles sur le sort de nos élèves. Tous les spécialistes d'économie -même libéraux- s'accordent pour dire que la période ouverte par la pandémie voit chaque jour la situation des plus fragiles se dégrader sur le plan matériel et économique.

N'écouter aucune critique, le gouvernement a imposé sa réforme de l'assurance chômage entrée en vigueur au 1er décembre 2021. Conséquences désastreuses : baisse ou suppression des allocations chômage pour 1 115 000 chômeuses et chômeurs quand déjà un privé d'emploi sur deux n'est pas indemnisé (chiffres Unedic). Aujourd'hui Macron et les siens veulent une autre réforme, arguant que le montant des indemnités n'est pas « incitatif » à la recherche d'emplois.

## **APRÈS L'HÔPITAL PUBLIC CE SONT TOUS LES SERVICES PUBLICS QUI RISQUENT D'ÊTRE PULVÉRISÉS**

A l'hôpital il manque des personnels pour soigner les malades. Dans les transports publics il manque des personnels pour faire rouler des cars ou des trains. Dans l'agglomération clermontoise les salarié·e·s de la T2C ont

montré la voie. Par leur grève massive et durable (6 jours) ils et elles ont obtenu des postes et des augmentations de salaires. La recette : le nombre, l'unité et la détermination.

## **TOUS LES SERVICES PUBLICS SEMBLENT EN SURSIS**

Le tissu scolaire en milieu rural est fragilisé année après année. En ville ce sont les effectifs dans les classes qui augmentent. Les promesses de dédoublement des effectifs en REP+ ne sont pas honorées partout. Pour les personnels, la précarité se développe. On ne recrutait plus de contractuel·le·s dans le premier degré depuis 1984. En 2017, une vingtaine étaient recruté·e·s dans le Puy de Dôme et l'Allier. Aujourd'hui ils

et elles sont plus de 100 à travailler souvent dans les pires conditions. Dans les lycées, une heure de cours sur dix est une heure effectuée en heure supplémentaire. Blanquer voulait 20% d'enseignants contractuels, son successeur est muet sur la question... Et Macron propose aux personnels de travailler plus pour, peut-être, « gagner plus ».

**! Nous ne voulons pas travailler plus. Nous voulons des recrutements et un emploi stable pour toutes et tous.**

- ✓ Pour un autre partage des richesses, il faut augmenter le SMIC, les salaires, les pensions, les minima sociaux
- ✓ 400 € pour toutes et tous
- ✓ Indexation des salaires sur les prix
- ✓ Pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage
- ✓ Pour un véritable plan de développement des services publics, la titularisation des personnels précaires et la consolidation des statuts.

**TOUTES ET TOUS  
EN GRÈVE LE 29 SEPTEMBRE**